

A la fin de décembre, le Canada a participé, en compagnie de six autres pays (l'Allemagne, l'Australie, la Jamaïque, le Nigeria, la Norvège et le Venezuela) à une réunion de chefs d'État ou de gouvernement tenue en Jamaïque dans le but d'étudier les grands problèmes Nord-Sud confrontant la communauté mondiale. Les participants ont discuté de commerce et de ressources, mais ils se sont principalement penchés sur l'atmosphère du "dialogue Nord-Sud" et sur l'opportunité d'accorder, dans les négociations internationales entre pays développés et en développement, une attention prioritaire aux questions susceptibles de progresser à l'avantage mutuel des parties en cause. Le Canada a approuvé l'organisation de rencontres réunissant les dirigeants des pays développés et en développement pour discuter de questions régionales ou spécialisées.

Le Canada a aussi continué à participer à des consultations régulières et spéciales - au sein de la CNUCED, de l'OCDE, de l'OTAN, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), de l'Association internationale de développement (IDA) et d'institutions de développement régional. La position du Canada se fonde essentiellement sur la reconnaissance du fait que, dans une économie mondiale de plus en plus interdépendante, seuls des efforts soutenus pour s'assurer que les mesures adoptées au niveau international sont légitimes, réalistes et appropriées engendreront des progrès satisfaisants vers la solution des problèmes économiques communs. Les effets des actions nationales et internationales se propagent rapidement par l'entremise du système économique mondial et il importe par conséquent que tous les gouvernements demeurent conscients des implications de leur politique nationale sur les autres pays. En 1978, le Canada a poursuivi ses efforts pour répandre cette vision.

Politique commerciale

En 1978, par le biais de sa politique commerciale, le Canada a tenté d'harmoniser l'objectif à long terme que constitue la création d'un système d'échanges internationaux plus ouvert avec l'objectif national à moyen et court terme qu'est l'accroissement de l'efficacité économique avec un minimum de bouleversement dans la situation de l'emploi.

Au cours de l'année, les NCM ont enregistré des progrès considérables. Avant de se rencontrer au "Sommet" de Bonn en juillet, les principaux participants aux Négociations se sont mis d'accord sur un "cadre d'entente" qui a permis de résoudre un grand nombre de problèmes complexes de négociations et de procédures. Grâce à l'impulsion donnée à Bonn, à la fin de l'année on avait déjà fait avancer de façon significative l'ébauche d'ententes sur un certain nombre de questions non tarifaires et amorcé la dernière phase intensive des négociations. Compte tenu des progrès réalisés à la fin de décembre, il y avait de bonnes chances que les NCM débouchent sur l'élaboration, au sein du